

Paul ANXIONNAZ

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA MARNE — 3e CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

Electrices, Electeurs,

Le scrutin prochain vous permettra enfin de choisir un homme et non point une étiquette. Je me réjouis que le Général de Gaulle ait rétabli le **scrutin d'arrondissement** que je réclamais depuis des années.

Lors des élections de 1956, j'avais affirmé que le sort de la République et la prospérité de la Nation dépendaient du problème algérien. Aujourd'hui, les récents événements en ont convaincu l'unanimité des Français.

Le Gouvernement qui naîtra des élections de novembre devra, en priorité absolue, METTRE FIN à la GUERRE d'ALGERIE et CONSTRUIRE la COMMUNAUTÉ FRANCO-AFRICAINE.

Le chemin de la paix ne passe pas, là-bas, par la politique de « l'intégration » : les Musulmans ne la souhaitent pas ; elle amputerait, pendant des années, notre pouvoir d'achat du quart ; elle rendrait impossible toute construction européenne ; non seulement, elle ne terminerait pas la guerre, mais elle risquerait de la généraliser à toute l'Afrique du Nord. Vous ne voterez pas pour ceux qui la recommandent et qui sont en accord avec les Comités de Salut Public.

La seule voie à suivre est celle de la négociation avec les Algériens ; c'est cette politique — que je soutenais dès 1955 — qu'il faut poursuivre, malgré l'opposition des factieux et de leurs alliés Soustelle, Bidault, Duchet, Morice.

Seuls le rétablissement en Algérie des droits et libertés individuelles, l'égalité de tous, la suppression de la censure et des détentions arbitraires, permettraient des élections loyales et sincères. Celles-ci pourraient alors désigner des représentants qui seraient vraiment qualifiés pour parler au nom des Algériens.

Si la Chambre des Députés était demain dominée par la Droite, nous risquerions de retomber dans la guerre à outrance, avec prolongement du service militaire (loi de 3 ans) et augmentation des dépenses stériles, qui ébranleraient encore plus notre économie. Toute réforme dans la Métropole **restera illusoire tant que la guerre d'Algérie ne sera pas terminée.** Or, elle peut l'être rapidement, si le pays élit des hommes qui ont sans cesse recommandé les solutions libérales.

Je me félicite de constater que la politique du Général de Gaulle rejoint ces propositions sur bien des points.

Il sera alors possible d'entreprendre le redressement de notre économie. L'approche du Marché commun dans le cadre de la petite Europe en fait d'ailleurs une obligation absolue et urgente. Notre économie nationale ne pourrait pas résister à nos concurrents, si elle supportait plus longtemps le fardeau de charges écrasantes.

La suppression des privilèges, l'orientation rationnelle des investissements dans le sens des besoins collectifs, sont une condition du redressement.

L'an dernier, le Gouvernement avait décidé **l'indexation de certains prix agricoles.** Il est regrettable qu'une première entorse y ait été faite lors de la fixation du prix du blé. L'agriculture semble aujourd'hui moins bien défendue que naguère : écart de 100 % entre l'indice des prix agricoles et celui des prix industriels ; revenu moyen des agriculteurs, artisans et petits commerçants inférieur de moitié au revenu moyen des Français. Cela ne peut ni ne doit durer.

Le ralentissement de l'activité économique créé un sérieux malaise dans le monde ouvrier. L'Etat ne peut plus se désintéresser de ceux que les événements privent de leur gagne-pain : il faut mettre sur pied un fonds de salaire garanti constituant assurance contre le chômage.

Les excès d'une fiscalité vexatoire et incompréhensible favorisent la hausse du coût de la vie : afin que chacun sache clairement ce qu'il doit à l'Etat, et ne soit plus collecteur d'impôts, la hache doit être portée dans le maquis du code des impôts, en rendant la priorité aux **impôts établis à la source** avec suppression du scandale séculaire de la patente.

Les Institutions ne valent que par les hommes appelés à les faire fonctionner.

Depuis que j'ai été investi de la confiance des Marnais, je me suis consacré exclusivement à mon mandat. Issu d'une famille modeste, je n'ai jamais eu en vue que le sort de ces Français laborieux qui forment l'immense majorité du pays. Je me suis toujours senti solidaire de leur destin car c'est sur le *TRAVAIL PROBE* et le *PATRIOTISME SANS REPROCHE* que se construit une grande Nation. J'ai le droit d'affirmer qu'à ce double point de vue je ne mérite aucune critique.

VIVE LA MARNE,

VIVE LA FRANCE,

VIVE LA RÉPUBLIQUE.

PAUL ANXIONNAZ

Ingénieur (Ecole Polytechnique)
Licence et deux diplômes d'Etudes Supérieures de Droit
Député de la Marne, ancien Ministre
Conseiller Général, Conseiller Municipal de Châlons
Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-45
Rosette de la Résistance
Combattant volontaire de la Résistance, Ancien F. F. L.

CANDIDAT DU

PARTI REPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

Remplaçant éventuel :

Pierre GIROD

Ingénieur T. P. E.
Conseiller Municipal, Président de l'Office d'H.L.M. de Châlons
Chevalier de la Légion d'Honneur

PERMANENCE : 1, *Place des Arts — Châlons-sur-Marne — Téléphone :* 14-81

Vu : le Candidat.

— Union Républicaine. Châlons —